

La dette, l'économie de marché et la pauvreté

Partage international n° 57 - Mai 1993

Cette année, les pays en voie de développement devront consacrer 20 % des profits tirés de leurs exportations au remboursement de leurs dettes. Ces dettes atteignent maintenant près de 1 300 milliards de dollars. Chaque année, 143 milliards de dollars de capital et d'intérêts arrivent à échéance. Une telle somme, représentant trois fois la totalité des aides reçues, ne peut évidemment pas être remboursée. La partie non remboursée s'ajoute donc à la dette globale.

L'Afrique sub-saharienne est particulièrement touchée. Sa dette totale a triplé depuis 1980 et s'élève maintenant à près de 175 milliards de dollars. Ce montant représente moins de 14 % de la dette totale des pays du tiers monde, mais est néanmoins trop lourd à supporter pour les fragiles économies africaines. Les pays sub-sahariens consacrent maintenant 50 % de plus au remboursement de leurs dettes qu'à la santé et l'éducation de leurs enfants. Pourtant, malgré ces sacrifices, ces pays ne peuvent rembourser qu'environ un tiers des intérêts arrivant à échéance chaque année.

Les investissements pour l'avenir sont donc compromis par les dettes du passé. Et sans ces investissements, l'instauration d'une politique économique libérale n'est guère susceptible de combler les espoirs de voir s'accélérer la croissance économique. Il a beaucoup été question d'annuler ou de réduire les dettes, et de nombreuses propositions ont été débattues et adoptées lors de rencontres, de Toronto à Trinidad. Cependant, les annulations effectives ont, jusqu'à présent, diminué les remboursements annuels de l'Afrique sub-saharienne d'environ 200 millions de dollars par an sur un total de 10,6 milliards en 1991, soit une réduction d'environ 2 %.

En dépit de ces promesses, on a constamment imposé aux nations débitrices d'accroître leurs exportations, pour qu'elles dégagent les profits devant permettre d'éponger leurs dettes. Mais du fait que les pays en voie de développement sont toujours extrêmement dépendants d'un nombre relativement limité de matières premières à l'exportation

(l'Amérique latine reste aux deux tiers dépendante des matières premières et l'Afrique à plus de 90 %), il en a résulté une surproduction au niveau mondial et un effondrement des prix. La Côte d'Ivoire et le Ghana ont développé leurs exportations de cacao. La Tanzanie a fait de même pour le coton. Mais en vain. Le prix des principales matières premières en provenance des pays en voie de développement, qui s'est constamment réduit dans les années 1980, a continué à baisser de 20 % entre 1989 et 1991, et risque de se maintenir au faible niveau actuel dans un avenir prévisible. C'est dire que cette solution a surtout bénéficié aux nations industrialisées sous forme de biens de consommation meilleurs marchés. Dans l'intervalle, les dettes ont continué à s'accroître pour les pays en voie de développement.

Il est manifeste que tous ces États sont dans l'obligation de diversifier leur économie et de commencer à exporter des biens élaborés et manufacturés, en vue de réduire leur dépendance envers les articles étrangers et de se procurer des devises. Mais cela nécessite à la fois des investissements et un accès aux marchés. Et, actuellement, ces deux possibilités sont refusées, dans une large mesure, à la plupart des pays du tiers monde. L'investissement intérieur est grandement compromis par les dépenses militaires et le remboursement de la dette. Les investissements et les prêts extérieurs ont pratiquement cessé, plus de 100 milliards de dollars étant partis vers l'Europe de l'Est, ou afin d'aider la réinsertion de la Russie dans l'économie mondiale et contribuer à la reconstruction du Golfe persique. L'aide bilatérale stagne. Les investissements privés sont presque entièrement dirigés vers les autres pays industrialisés ou vers une poignée de nations d'Extrême Orient ou d'Amérique latine.

Certains pays en voie de développement commencent maintenant à acquérir les technologies qui, jumelées aux avantages d'une main-d'œuvre à bas prix et d'une abondance de matières premières, pourraient leur permettre d'augmenter leurs exportations et de créer des emplois ainsi que des revenus permettant aux populations de faire face à leurs besoins. Mais cette opportunité leur est refusée par les politiques tarifaires, les quotas et autres restrictions que leur imposent les nations industrialisées. De tels obstacles coûtent actuellement, aux pays du tiers monde, environ 50 milliards de dollars par an en perte de revenu, soit autant que toute l'aide qu'ils reçoivent.

C'est pourquoi il est essentiel que les discussions en cours, sous les auspices du GATT, aboutissent à un accord permettant aux économies des pays en voie de développement d'être libérées des restrictions protectionnistes édictées par ceux qui, pendant si longtemps, leur ont vanté les mérites d'une économie libérale.

De nos jours, dans un grand nombre de pays, industrialisés ou non, ayant bénéficié d'une croissance économique rapide dans le passé, les 20 % de la population la plus déshéritée n'ont pas pris part aux bénéfices de cette croissance. En Grande-Bretagne et aux États-Unis, par exemple, les années 1980 furent des années de croissance économique pratiquement continue, dont la tranche la plus pauvre de la population n'a recueilli aucun fruit. Le récent retour de l'essor économique en Amérique latine illustre également ce fait. Les réformes économiques, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, ont contribué à élever la croissance du PNB à plus de 3 % par an dans l'ensemble de l'Amérique latine. Mais, dans une nation comme le Brésil, où les revenus des 20 % les plus riches sont 33 fois supérieurs à ceux des 20 % les plus pauvres, les bénéfices d'un retour de la croissance sont partagés si inéquitablement que les plus démunis n'en retirent que peu ou pas de profit. De même au Venezuela, où la croissance économique a atteint 9 % en 1991, le niveau de vie des familles les plus pauvres n'a que faiblement augmenté et beaucoup se sont rendus compte que les dépenses nécessaires à la satisfaction de leurs besoins fondamentaux ont augmenté plus rapidement que leurs revenus.

Les liens existant entre les réformes économiques et

la croissance économique d'une part, et la satisfaction des besoins fondamentaux d'autre part, ne sont donc en rien automatiques. Les politiques gouvernementales spécifiques ne sont pas seulement nécessaires, en vue de promouvoir un type de croissance correct, mais également pour traduire cette croissance en amélioration du niveau de vie des plus défavorisés. L'économie de marché n'est pas une panacée pour le progrès social. Et si les gouvernements abandonnent leurs responsabilités, il en résultera alors des sociétés où les inégalités continueront à augmenter et où la demande économique imposera sa loi, au détriment des besoins de l'homme. Il est de la responsabilité des gouvernements de venir en aide aux parents en investissant dans la santé et dans l'éducation de tous les enfants; d'instaurer une garantie afin que les besoins élémentaires des plus vulnérables soient satisfaits; de faire profiter la collectivité des bénéfices des progrès dans les connaissances humaines qui ne présentent que peu d'intérêt commercial; et d'éliminer la tendance innée des forces du marché à favoriser les personnes déjà avantagées. Les besoins fondamentaux ne seront pas satisfaits et les investissements fondamentaux ne seront pas réalisés par une quelconque main invisible.

D'après : *The State of the World's Children*, Unicef, 1993

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()